

QUE VA FAIRE DE GAULLE EN ALGERIE?

Il est coutumier d'entendre les gens avertis de la politique française affirmer que pour les problèmes particulièrement épineux seul un gouvernement « de gauche » pouvait faire accepter à sa clientèle une solution réactionnaire et qu'inversement un gouvernement de droite était souvent le seul capable de mener à bien une politique « libérale ».

Pour illustrer cet axiome on oppose ainsi souvent la reconnaissance de l'indépendance politique du Maroc, que fit accepter le ministre Faure-Pinay — catalogué « de droite » — à la politique de répression forcée que mena contre les Algériens le gouvernement Mollet issu pourtant des élections du 2 janvier 1956.

A première vue les événements récents semblent confirmer cet adage des professionnels de la politique parlementaire. Le regroupement sur Bizerte d'une partie des troupes françaises qui occupent la Tunisie et le transfert du reste en Algérie, qui vient de faire l'objet de l'accord entre le gouvernement de Gaulle et les dirigeants de Tunis figuraient en bonne place dans les programmes des cabinets Gaillard et Pflimlin et constituèrent même le prétexte de leur renversement. Si l'on se souvient que ce fut Soustelle qui dirigea publiquement la bataille parlementaire contre Gaillard en attendant de la mener contre Pflimlin de façon moins ouverte, quoique non ignorée, et à l'aide de moyens assurément moins « civils », il est piquant de constater que ce même Soustelle vient d'entrer au gouvernement de Gaulle.

Bien des gens de la « gauche » s'autorisent de cette nouvelle vérification pour proclamer bien haut ou caresser secrètement l'espoir que le gaullisme — bien que réactionnaire — n'en pratiquera pas moins une politique « libérale » au Maghreb.

De fait on peut trouver dans la politique gaulliste de ces dernières semaines l'esquisse d'une solution « pacifique » qui ressemble à celle préconisée par Murphy et Beeley lors de la tentative des « Bons Offices » en accord avec Gaillard.

Mais nos lecteurs vont juger si elle mérite d'être appelée « libérale ».

En gros, il s'agit de rallier à un compromis une fraction notable du peuple et de la résistance algérienne, d'en neutraliser d'autres parties et d'écraser les irréductibles. Traduite en termes de classe, cette politique vise à réaliser un front commun des diverses couches bourgeoises marocaine, tunisienne et algérienne, dans la mesure où cette dernière existe, avec la bourgeoisie française en leur faisant quelques concessions économiques et politiques, avec l'aide de la bourgeoisie internationale, à donner des satisfactions mineures à la paysannerie, voire à quelques couches du prolétariat, de manière à isoler les éléments les plus lucides et les plus combattifs qui se trouvent essentiellement parmi les fellahs et les ouvriers.

On nous dira peut-être que cette analyse a un caractère affirmatif et qu'elle aurait besoin d'être étayée par des faits. C'est ce que nous allons faire immédiatement.

« LE SAHARA PAIERA L'INTEGRATION »

Dans la réalité algérienne et maghrébine d'hier, la part du lion allait aux couches bourgeoises françaises. Les phosphates, l'alfa, les vignobles, les banques, etc., étaient et restent presque exclusivement entre les mains du capitalisme colonial. Comme il ne pouvait être question d'en lâcher plus que quelques bribes aux aspirants capitalistes du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie, la grande pensée de la bourgeoisie française est de créer des richesses économiques nouvelles sur lesquelles elle leur pourrait offrir des parts plus substantielles, pas tellement peut-être sous la forme de participation directe à l'administration de ces affaires en train de naître que sous la forme de redevances pu-

bliques et occultes aux dirigeants politiques et économiques du Maghreb. En se bornant à l'exemple du pétrole, il est facile pour les trusts français, alliés aux trusts anglais et américains de faire miroiter les copieuses « royalties » à venir, à l'instar de celles versées au Moyen-Orient.

Une première preuve concrète de ces propositions françaises et de l'accueil favorable qu'elles trouvent chez les couches bourgeoises du Maghreb se trouve dans les conventions franco-tunisiennes du 30 juin, selon lesquelles la Tunisie accepte de faire passer sur son territoire le pipe-line qui amènera le pétrole extrait à Edjélé, en Sahara algérien.

Des négociations sont actuellement en cours entre experts tunisiens et français au sujet des institutions d'émission monétaire et des services de l'aéronautique civile, avec comme dessein d'harmoniser les intérêts des classes dirigeantes des deux pays sur ces questions.

Dans le même sens va la proposition du fameux département-témoin que révéla Malraux à sa conférence de presse du 24 juin.

Citons-le :

« Il ne s'agit pas d'une utopie : nous voulons entreprendre, toutes proportions gardées, ce qu'entreprirent les Etats-Unis dans la vallée du Tennessee.

Les ressources existent. Indépendamment de celles qui sont destinées à la métropole — il ne s'agit pas, évidemment, de différer l'exécution de nos propres programmes — elles viendront principalement du Sahara, dont la mise en valeur s'annonce comme une tâche urgente.

Cette mise en valeur permettra de réaliser cette grande expérience et d'associer à cette tentative, dans des proportions variables, le Maroc et la Tunisie. »

Dès le 15 juin, d'ailleurs, le nouveau ministre de de Gaulle, Jacques Soustelle donnait quelques lumières sur l'ensemble de cette politique dans une déclaration au « Times » anglais, que « Le Monde » résumait comme suit :

« Le peuple français acceptera l'intégration si on la lui explique comme il faut. Elle signifiera des sacrifices inévitables pour que l'Algérie soit sauvegardée à la France et la guerre terminée. »

M. Soustelle, citant le proverbe anglais : « Vous ne pouvez manger votre gâteau et le garder », a ajouté que les nouvelles richesses du Sahara aideraient à payer les dépenses de l'intégration, car le besoin s'est toujours fait sentir de trouver des ressources locales pour payer les dépenses d'industrialisation de l'Algérie.

Enfin M. Soustelle pense que l'on pourrait négocier avec le président Bourguiba une interdiction du F.L.N. en Tunisie, et amener ainsi presque la fin de la rébellion. Il est hostile à une action militaire française importante en Tunisie. M. Soustelle affirme encore que le paysan musulman d'Algérie veut avant tout la paix et la prospérité, et qu'il accorde peu d'importance aux sentiments politiques qui peuvent être exprimés au Caire ou à Bagdad. Il pense que la solution du problème est plus facile depuis le 13 mai, date qui a inauguré un arrêt de l'expansion communiste et pan-arabe en Afrique du Nord.

Bien entendu, les éléments les plus clairvoyants de la révolution algérienne ne sont pas dupes de cette manœuvre nouvelle du colonialisme qui veut compléter sa classique tactique « casser du fellagha » par une stratégie plus subtile visant à « casser le F.L.N. », comme le prouvent les extraits suivants d'El Moudjadid, organe du Front publié à Tunis (n° du 4 juillet) :

« L'évacuation de la Tunisie constitue un pas en avant, un progrès dans la libération du Maghreb. Il importe cependant de rester vigilant, d'éviter que cette évacuation, avec l'orientation néo-colonialiste qu'elle implique, ne soit suivie de plusieurs pas en arrière, d'une régression de toute l'Afrique du Nord.

« Le général de Gaulle a commencé la réalisation de son plan, il accepte l'évacuation aujourd'hui.

« Il armera demain la Tunisie et lui proposera des accords économiques avantageux, il s'efforcera d'établir une coopération qui ira de l'exploitation saharienne à l'alliance militaire commune. »

UN CADEAU EMPOISONNE

« La construction d'un pipe-line traversant le Sud tunisien sur une longueur de 500 kilomètres et pouvant véhiculer annuellement 10 millions de tonnes de pétrole vers le port de Skhira représenterait pour la Tunisie un appoint financier non négligeable et permettrait à des régions entières de connaître un renouveau économique certain.

« Mais le cadeau de la France est empoisonné, il renferme du venin capable de corrompre le Maghreb uni, de le frapper de cécité pour le livrer pieds et poings liés à l'impérialisme.

« Edjélé est aujourd'hui algérien. Avec l'indépendance de l'Algérie il sera nord-africain. Négocier l'évacuation du pétrole en provenance de ce gisement avec la France, c'est reconnaître les prétentions de celle-ci sur le Sahara et hypothéquer le Maghreb avant même qu'il ait réalisé son unité et son indépendance; c'est en outre compromettre la lutte du peuple algérien.

« L'A.L.N. a juré de s'opposer par tous les moyens à l'évacuation du pétrole algérien tant que l'indépendance nationale ne sera pas reconquise. La chasse aux camions-citernes ne se relâchera pas en Algérie. A quoi servirait-elle cependant si la France devait évacuer le pétrole par la Tunisie?... »

« La politique de de Gaulle, par ses anesthésiants, ses séductions et ses avances, est plus dangereuse que toutes celles suivies par la France depuis deux ans... »

« Les Maghrébins luttent pour la libération totale de leur territoire national, y compris le Sahara. Il serait indigne pour eux de laisser les richesses sahariennes entre les mains de l'ennemi, d'entrer par la petite porte dans les entreprises étrangères d'exploitation, et d'oublier les grands impératifs du Maghreb pour un straponisme dans les conseils d'administration impérialistes.

« Ce n'est pas à la France d'associer la Tunisie et le Maroc à l'entreprise saharienne, c'est à l'Algérie indépendante, à la Tunisie et au Maroc, de proposer à la France, si leurs intérêts communs le commandent, de coopérer à cette entreprise fondamentalement maghrébine... Le F.L.N. saura utiliser comme il convient les cartes redoutables qu'il détient. »

LES RICHES SERONT PLUS RICHES... LES PAUVRES LE RESTERONT

Cette politique néo-colonialiste de de Gaulle n'a de chances de réussir que si aux possédants indigènes du Maghreb il parvenait à adjoindre, comme alliés actifs ou passifs, des couches populaires nombreuses. Jusqu'ici, les concessions que leur offre de Gaulle sont de trois ordres :

— Sur le plan économique, il promet une amélioration du sort misérable des travailleurs agricoles, spécialement ceux enfin employés dans les propriétés françaises, un développement de l'industrialisation pour atténuer le sous-emploi qui va grandissant au fur et à mesure que s'accroît la population algérienne.

— Au point de vue social et culturel, les promesses concernent surtout un effort massif de construction de logements et d'écoles.

— A ces traites tirées sur l'avenir et dont rien ne garantit qu'elles seront honorées, de

(Suite page 5.)